

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 septembre 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à créer un point d'information
et de contact pour le travail des enfants
sur les plateformes en ligne**

(déposée par Mme Leen Dierick)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 september 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot oprichting
van een informatie- en meldpunt
voor online kinderarbeid**

(ingediend door mevrouw Leen Dierick)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Ces dernières années, les achats en ligne de produits et de services ont beaucoup augmenté. Pendant la crise du coronavirus, le commerce électronique a connu un essor sans précédent mais aujourd'hui encore, bon nombre de commandes sont placées en ligne. Selon les derniers chiffres de Becommerce¹, les Belges ont effectué 170 millions d'achats en ligne pour une valeur de près de 14,7 milliards d'euros en 2022. Il s'agit d'une hausse de 21 % par rapport aux achats effectués en ligne en 2021. Il n'est donc par surprenant que les entreprises investissent toujours davantage dans la publicité sur le web et qu'elles fassent aussi de plus en plus souvent appel à des influenceurs pour leur publicité. Ces influenceurs sont des individus qui ont de nombreux *followers* et qui font la promotion de produits et/ou de services sur les réseaux sociaux. En Belgique, 87 % des jeunes suivent des influenceurs sur les réseaux sociaux², contre près de la moitié des adultes. Le marketing d'influence remporte, lui aussi, un franc succès. Ces trois derniers mois, un Belge sur trois qui suit des influenceurs a acheté un produit promu par un influenceur sur les réseaux sociaux (chiffres de 2022).

De plus en plus d'enfants sont par ailleurs employés comme influenceurs. Les "parents influenceurs" font appel à leurs enfants pour promouvoir des produits et/ou des services sur leurs réseaux sociaux, et ces parents et/ou ces enfants sont rémunérés pour ce travail de promotion. Certains enfants influenceurs disposent de leurs propres réseaux sociaux, lesquels sont utilisés pour conclure des partenariats avec des entreprises et/ou pour promouvoir des produits. Les vlogs familiaux disponibles sur YouTube constituent un autre exemple de situation où des enfants sont mis en avant et où des parents perçoivent des revenus publicitaires en contrepartie.

La tendance à associer de plus en plus d'enfants au marketing d'influence est en opposition avec le cadre légal en vigueur. En principe, le travail des enfants est en effet interdit dans le cadre du processus de production collectif. La législation belge prévoit toutefois plusieurs situations où des dérogations individuelles à l'interdiction générale du travail des enfants peuvent être accordées par le conseiller général de la direction

¹ BeCommerce. (2023). *La consommation en ligne des Belges ne cesse de croître: 170 millions d'achats en ligne représentant 14,7 milliards d'euros en 2022*. Disponible en ligne: https://www.becommerce.be/fr_BE/pb-bcmm-belg-verkiest-reizen-boven-luxeproducten

² Artevelde University College. (2022). *SMI Barometer 2021-2022*. Gand: Arteveldehogeschool.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het online aankopen van producten en diensten heeft de voorbije jaren sterk aan terrein gewonnen. Tijdens de coronacrisis kende de e-commerce een ongekende groeispurt maar ook vandaag worden nog heel wat bestellingen online geplaatst. Uit de meest recente cijfers van Becommerce¹ blijkt dat Belgen in 2022 170 miljoen online aankopen hebben gedaan ter waarde van zo'n 14,7 miljard euro. Het gaat om een stijging van 21 % ten aanzien van de online aankopen in 2021. Het is dan ook niet verrassend dat bedrijven steeds meer inzetten op online adverteren en hier ook steeds vaker influencers voor inschakelen. Het gaat dan om personen met veel volgers die producten en/of diensten aanprijzen op sociale media. 87 % van de Belgische jongeren volgt influencers op sociale media.² Bij volwassenen is dit ongeveer de helft. Influencermarketing blijkt ook erg succesvol te zijn. Een op drie Belgen die influencers volgen, heeft de voorbije drie maanden iets gekocht nadat het werd aangeprezen door een influencer op sociale media (cijfers 2022).

Daarnaast worden ook steeds vaker jonge kinderen als influencers ingezet. De zogenaamde "mom"-en "dad"-influencers schakelen dan hun kinderen in om producten en/of diensten aan te bevelen op hun sociale media-kanalen. In ruil hiervoor ontvangen de ouders en/of de kinderen een vergoeding. In sommige gevallen hebben kind-influencers eigen sociale mediakanalen die worden gebruikt om partnerschappen met bedrijven aan te gaan en/of producten te promoten. Andere voorbeelden zijn bijvoorbeeld familievlogs op YouTube waarin de kinderen op de voorgrond worden gezet en waarvoor de ouders reclame-inkomsten ontvangen.

De trend om steeds vaker kinderen in te zetten bij influencermarketing, staat haaks op het huidig wetgevend kader. In principe is het verboden om kinderen arbeid te laten verrichten in het kader van het maatschappelijk productieproces. In onze wetgeving staan echter wel een aantal voorwaarden op basis waarvan er individuele afwijkingen kunnen worden toegekend op het algemene verbod op kinderarbeid door de adviseur-generaal van

¹ BeCommerce. (2023). *Belg blijft massaal online kopen: 170 miljoen aankopen goed voor 14,7 miljard euro in 2022*. Geraadpleegd via <https://www.becommerce.be/pb-bcmm-belg-verkiest-reizen-boven-luxeproducten>

² Artevelde University College. (2022). *SMI Barometer 2021-2022*. Gent: Arteveldehogeschool.

générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Le cadre législatif actuel n'est toutefois pas adapté à la forme particulière du travail des enfants sur les plateformes en ligne. C'est également ce qu'indiquent les chiffres que nous avons demandés au ministre du Travail.³ En 2022, quelque 833 dérogations individuelles à la réglementation sur le travail des enfants ont été accordées par le directeur général de l'Inspection du travail. Le nombre de dérogations accordées pour les réseaux sociaux n'est pas mentionné, mais le nombre de demandes de cette nature est estimé à près de dix par an. Il s'en déduit qu'il arrive souvent que les parents ne tiennent pas compte des prescriptions légales et que la loi ne protège donc pas suffisamment les enfants. En outre, beaucoup de parents n'ont pas connaissance de l'obligation de demander une dérogation individuelle. Ces parents ne sont donc souvent pas conscients qu'ils ne respectent pas leurs obligations légales. Aujourd'hui, ces activités ont généralement lieu dans une zone grise sur le plan juridique: des obligations légales existent mais on ne veille pas ou pas suffisamment à leur respect.

Pour pouvoir mieux protéger les enfants et prévenir les abus, nous souhaitons que soit créé, grâce à la présente résolution, un point central d'information et de contact pour le travail des enfants. Les parents pourront y adresser toutes leurs questions à propos de toute demande de dérogation individuelle, des conditions à remplir, etc. Ce point de contact poursuivra aussi un important objectif en matière de sensibilisation: il encouragera les parents à demander des dérogations individuelles à la législation sur le travail des enfants et permettra de surveiller les activités d'influence rémunérées des enfants dans un cadre légal qui prévoira des conditions strictes. Ce point de contact permettra aussi à l'Inspection du travail de contacter plus rapidement tout contrevenant au prescrit légal. Cela permettra de mieux protéger la vie privée, mais aussi le bien-être des enfants.

À partir de quand les activités exercées par des enfants sont-elles considérées comme du travail?

Les mots "travail des enfants" ne font pas immédiatement penser aux photos ou aux vidéos de jeunes enfants faisant la promotion de produits. En effet, la notion de "travail des enfants" a une connotation négative: elle fait plus souvent penser aux enfants forcés de travailler dans des conditions lamentables, par exemple dans des usines de textile dans des pays dits "moins développés". Or, les activités des enfants influenceurs relèvent aussi de la définition légale du travail des enfants, travail qui

³ Question écrite de la députée Leen Dierick au ministre de l'Économie et du Travail (12 avril 2023).

de Algemene Directie Toezicht op de sociale wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Het bestaande wetgevend kader is echter niet aangepast aan deze specifieke vorm van online kinderarbeid. Dit blijkt ook uit die cijfers die we opvroegen bij de minister van Werk.³ In 2022 werden er zo'n 833 individuele afwijkingen in het kader van de reglementering kinderarbeid toegekend door de directeur-generaal van de Arbeidsinspectie. Desondanks er niet wordt bijgehouden hoeveel afwijkingen er toegekend worden voor sociale netwerken, wordt het aantal verzoeken voor vrijstellingen in dit kader geschat op ongeveer tien verzoeken per jaar. Dit betekent dat ouders vaak geen rekening houden met de wettelijke voorschriften en kinderen zo onvoldoende beschermd worden door de wet. Veel ouders zijn namelijk ook niet op de hoogte van de verplichting tot het aanvragen van individuele afwijkingen. Zij zijn zich er dan ook vaak niet bewust van dat ze hun wettelijke verplichtingen niet nakomen. Vandaag wordt er voornamelijk gewerkt in een juridisch grijs gebied: er zijn wettelijke verplichtingen maar deze worden niet of onvoldoende afgedwongen.

Om kinderen beter te kunnen beschermen en misbruiken te voorkomen, willen we met deze resolutie een centraal informatie- en meldpunt voor kinderarbeid oprichten. Hier kunnen ouders terecht met al hun vragen omtrent het aanvragen van individuele afwijkingen, aan welke voorwaarden er voldaan moet worden, enzoverder. Daarnaast heeft een meldpunt ook een sterke sensibiliserende doelstelling: op deze manier worden ouders ertoe aangezet om individuele afwijkingen te vragen op de wetgeving omtrent kinderarbeid en worden de betaalde influenceractiviteiten van kinderen gemonitord binnen een wettelijk kader met strikte voorwaarden. Wie zich niet houdt aan de wettelijke voorschriften, kan dankzij het meldpunt ook sneller gecontacteerd worden door de arbeidsinspectie. Op deze manier wordt de privacy maar ook het welzijn van kinderen beter beschermd.

Wanneer worden activiteiten van kinderen beschouwd als kinderarbeid?

Wie de term kinderarbeid hoort, zal vaak niet onmiddellijk denken aan jonge kinderen op foto's of video's die met producten in beeld komen als een vorm van advertentie. De term kinderarbeid heeft immers een negatieve connotatie. Bij kinderarbeid wordt er vaker gedacht aan kinderen die in erbarmelijke omstandigheden moeten werken in bijvoorbeeld textielfabrieken in zogenaamde minder ontwikkelde landen. Maar ook de activiteiten van kind-influencers vallen onder de wettelijke definitie

³ Schriftelijke vraag van volksvertegenwoordiger Leen Dierick aan de minister van Economie en Werk. (12 april 2023).

se définit généralement comme étant “toute activité physique ou intellectuelle s’intégrant dans le circuit de production”. Dans le domaine du marketing en ligne, cela consiste à employer sciemment de jeunes enfants pour faire la promotion de produits et/ou de services, et donc à publier des photos, des stories et des vidéos d’enfants qui se mettent clairement en scène pour recommander des produits et/ou des services en contrepartie d’une rémunération pour eux-mêmes et/ou pour leurs parents/tuteurs. Il ne s’agit donc pas de la publication non rémunérée de photos ou de vidéos de mineurs.

Il ressort en outre de la réponse de l’ancienne ministre de l’Emploi, de l’Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l’Égalité des chances et des Personnes handicapées à une question parlementaire posée par la députée Nawal Farih⁴ que “l’utilisation d’enfants comme influenceurs sur les réseaux sociaux, en leur faisant poster régulièrement et de manière répétée des photos ou des films d’eux-mêmes avec un certain produit, peut être qualifiée comme une forme de travail des enfants, à laquelle s’applique l’interdiction de l’article 7.1 de la loi sur le travail.”

Comme indiqué précédemment, la loi du 16 mars 1971 sur le travail interdit le travail des enfants de moins de quinze ans ou encore soumis à l’obligation scolaire à temps plein. L’obligation scolaire à temps plein couvre une période qui prend cours durant l’année scolaire au cours de laquelle l’enfant atteint l’âge de cinq ans et qui peut prendre fin dès que l’élève a suivi au moins les deux premières années de l’enseignement secondaire à temps plein. En toute hypothèse, cette obligation prend fin dès que l’élève a atteint l’âge de seize ans, qu’il ait réussi ou non ces deux années d’études.

Les activités qui relèvent de l’éducation ou de la formation des enfants ne sont pas considérées comme relevant du travail des enfants. Nous songeons par exemple aux enfants qui effectuent les tâches ménagères suivantes: faire la vaisselle, passer l’aspirateur, faire les courses de la voisine, etc.

Le législateur a toutefois prévu un régime de dérogation individuelle à l’interdiction générale du travail des enfants pour les enfants de moins de quinze ans ou encore soumis à l’obligation scolaire à temps plein. Ce régime permet aux enfants de moins de quinze ans d’exercer un petit nombre d’activités.

⁴ Question écrite de madame la députée Nawal Farih à la ministre de l’Emploi, de l’Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l’Égalité des chances et des Personnes handicapées, sur les mineurs sur le marché du travail (5 mars 2020).

van kinderarbeid. Kinderarbeid wordt algemeen gedefinieerd als “elke lichamelijke of geestelijke inspanning in het kader van het maatschappelijk productieproces.” Met betrekking tot online marketing gaat het om het doelbewust inzetten van jonge kinderen om producten en/of diensten te promoten. Het gaat dan om het posten van foto’s, story’s en filmpjes waarin kinderen duidelijk in beeld zijn en er goederen en/of diensten aanbevolen worden waarvoor kinderen en/of hun ouders/voogden een vergoeding ontvangen. Het gaat hier dus niet om het posten van foto’s of video’s van een minderjarig kind zonder dat hiervoor een vergoeding ontvangen wordt.

Uit het antwoord van de toenmalige minister van Werk op een parlementaire vraag van Kamerlid Nawal Farih⁴ blijkt ook dat “het inzetten van kinderen als influencer op sociale media, door hen regelmatig en herhaaldelijk foto’s of filmpjes te laten plaatsen van zichzelf met een bepaald product, kan worden gekwalificeerd als een vorm van kinderarbeid, waarop het verbod van artikel 7.1 van de arbeidswet van toepassing is.”

Zoals eerder vermeld is kinderarbeid volgens de arbeidswet van 16 maart 1971 verboden voor kinderen jonger dan vijftien jaar of indien het kind nog voltijds leerplichtig is. De voltijdse leerplicht is een periode die begint in het schooljaar waarin het kind vijf jaar wordt en kan eindigen vanaf het ogenblik waarop de jongere ten minste de eerste twee leerjaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan heeft gevolgd en eindigt in elk geval op het ogenblik waarop hij de leeftijd van zestien jaar heeft bereikt, ongeacht of hij slaagde in deze twee leerjaren.

Zogenaamde werkzaamheden binnen het kader van de opvoeding of vorming van kinderen worden niet als kinderarbeid beschouwd. Het gaat bijvoorbeeld om kinderen die thuis klusjes doen zoals de afwas, stofzuigen, boodschappen doen voor de buurvrouw, enzoverder.

Op het algemeen verbod op kinderarbeid voor kinderen jonger dan vijftien jaar of indien het kind nog voltijds leerplichtig is, heeft de wetgever wel een systeem van individuele afwijkingen voorzien. Op deze manier kunnen kinderen jonger dan vijftien jaar een beperkt aantal activiteiten uitvoeren.

⁴ Schriftelijke vraag van volksvertegenwoordiger Nawal Farih aan de minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking over minderjarigen op de arbeidsmarkt. (5 maart 2020).

Ces dérogations individuelles peuvent être demandées à la direction générale Contrôle des lois sociales du SPF ETCS pour les activités suivantes:

a) participation d'un enfant comme acteur, figurant, chanteur, musicien ou danseur, à des manifestations à caractère culturel, scientifique, éducatif ou artistique (exemples: pièce de théâtre, opéra, ballet, concours de chant ou de danse);

b) participation d'un enfant comme acteur, figurant, chanteur, musicien ou modèle à des prises de vue ou de son, ou pour des émissions en direct pour la radio ou la télévision, à des fins publicitaires ou non; participation d'un enfant comme figurant ou modèle à des sessions photos, à des fins publicitaires ou non;

c) participation d'un enfant comme modèle ou figurant à des défilés de mode et présentations de collections de vêtements.

Ces dérogations individuelles ne sont accordées que pour une période limitée et pour une activité clairement définie. Il est toutefois toujours interdit de faire exercer à un enfant une activité susceptible de nuire à son développement pédagogique, intellectuel ou social, de compromettre son intégrité physique, psychique ou morale ou de porter préjudice à tout aspect de son bien-être.

En outre, la législation fixe également les conditions de travail particulières prévues pour l'occupation d'enfants autorisée par une dérogation. Il s'agit notamment de la durée des activités, de la période durant laquelle ces activités peuvent être exercées, de la fréquence, des temps de repos et des modalités de rémunération. Dans la dérogation individuelle écrite, le conseiller général de l'Inspection du travail, direction générale Contrôle des lois sociales, peut également imposer d'autres conditions supplémentaires qu'il juge utiles.

Zo'n individuele afwijking kan aangevraagd worden bij de Algemene Directie Toezicht op de sociale wetten van de FOD WASO voor de volgende activiteiten:

a) medewerking van kinderen als acteur, figurant, zanger, muzikant of danser aan uitvoeringen van culturele, wetenschappelijke, opvoedkundige of artistieke aard zoals bijvoorbeeld: toneel, opera, ballet, dans- of zangwedstrijden;

b) medewerking van kinderen als acteur, figurant, zanger, muzikant of model aan beeld- of klankopnamen of rechtstreekse uitzendingen voor radio of televisie, al dan niet voor reclamadoeleinden; medewerking van kinderen als figurant of model aan fotosessies, al dan niet voor reclamadoeleinden;

c) medewerking van kinderen als model of figurant aan modeshows en voorstellingen van kledijcollecties.

Deze individuele afwijkingen worden alleen maar toegestaan voor een bepaalde tijd en voor een duidelijk omschreven werkzaamheid. Het is echter altijd verboden om kinderen werkzaamheid te laten doen die nadelig kunnen zijn voor de ontwikkeling van het kind op pedagogisch, intellectueel of sociaal vlak, zijn fysieke, psychische of morele integriteit in gevaar brengt of die schadelijk is voor enig aspect van zijn welzijn.

Verder bepaalt de wetgeving ook de bijzondere arbeidsvoorwaarden die gerespecteerd moeten worden wanneer kinderen worden tewerkgesteld waarvoor een afwijking werd verkregen. Het gaat onder meer over de duur van de werkzaamheden, de tijdspanne waarbinnen dergelijke activiteiten mogen worden verricht, de frequentie, de rusttijden en hoe er met de vergoeding moet worden omgegaan. De adviseur-generaal van de arbeidsinspectie Toezicht op Sociale Wetten kan in de schriftelijke individuele afwijking ook nog andere bijkomende voorwaarden bepalen die hij/zij als nuttig beschouwd.

Année	Nombre de dérogations individuelles accordées ⁵	Nombre de dérogations individuelles refusées
2018	550	12
2019	805	9
2020	611	7
2021	785	13
2022	833	16

Nécessité de créer un point d'information et de contact pour le travail des enfants (sur les plateformes en ligne)

Force est d'abord de constater que le cadre législatif actuel n'est pas suffisamment adapté à la pratique d'activités commerciales en ligne dans lesquelles interviennent des enfants. La législation actuelle ne garantit pas une sécurité juridique suffisante car les notions inscrites dans la loi ne sont pas suffisamment adaptées à l'évolution numérique actuelle. En effet, la législation en vigueur ne mentionne pas les photos d'enfants en ligne qui véhiculent des messages publicitaires et sont publiées sur des comptes privés. Cette législation a été élaborée dans un tout autre contexte, à une époque où il fallait surtout protéger les enfants contre le travail physiquement lourd ou risqué, et où les dérogations individuelles étaient principalement demandées pour des jeunes chanteuses, modèles, etc. Le cadre régissant les activités autorisées par les dérogations individuelles ne couvre pas non plus suffisamment les activités en ligne. Par exemple, prendre des photos avec des produits de marque pour les réseaux sociaux ne prend généralement pas toute une journée, contrairement au tournage d'une vidéo ou à la réalisation d'un shooting photo pour le catalogue d'une marque. La procédure actuelle de demande de dérogation individuelle laisse également à désirer. Selon certaines recherches⁶, la procédure de demande manque en effet de clarté et il est impossible de respecter le délai prescrit d'un mois avant le début de l'activité d'influenceur. Il s'impose de numériser la procédure de demande et de raccourcir considérablement le délai de demande d'un mois avant la date de l'activité.

Il convient donc de modifier le cadre légal en vigueur pour garantir la sécurité juridique et préciser que les activités commerciales en ligne associant des enfants relèvent également de la législation sur le travail des enfants. Il convient par ailleurs de faire le nécessaire pour que les parents puissent demander des dérogations individuelles pour les activités en ligne de leurs enfants sur les réseaux sociaux. En effet, rien ne justifie, par

⁵ Question écrite de madame la députée Leen Dierick au ministre de l'Économie et du Travail (12 avril 2023).

⁶ Daniels, L. (2019). *Kinderarbeid in het kader van influencer marketing: product placement of illegaliteit?* Louvain: KULeuven.

Jaar	Aantal toegekende individuele afwijkingen ⁵	Aantal geweigerde individuele aanvragen
2018	550	12
2019	805	9
2020	611	7
2021	785	13
2022	833	16

Noodzaak van een informatie- en meldpunt (online) kinderarbeid

Een eerste vaststelling bij het huidige wetgevend kader is dat het onvoldoende is afgestemd op de praktijk van online commerciële activiteiten waarvoor kinderen worden ingezet. De huidige wetgeving biedt onvoldoende rechtszekerheid omdat de begrippen in de wet onvoldoende zijn afgestemd op de huidige digitale evolutie. In de wetgeving wordt er nl. niets gezegd over online foto's van kinderen met reclameboodschappen op privéaccounts. De wetgeving is immers ook in een andere tijdsgeest ontstaan, wanneer kinderen vooral beschermd dienden te worden tegen fysiek zwaar of risicovol werk en individuele afwijkingen voornamelijk gevraagd werden voor jonge zangeressen, modellen, enzoverder. Ook het kader voor wat betreft de toegestane activiteiten onder de individuele afwijkingen biedt onvoldoende mogelijkheden voor online activiteiten. Zo zal het maken van foto's met merkproducten voor sociale media vaak geen hele dag in beslag nemen, wat wel het geval is bij de opnames van bijvoorbeeld een film of een fotosessie voor de catalogus van een merk. Ook de huidige aanvraagprocedure voor individuele afwijkingen laat vandaag te wensen over. Uit onderzoek⁶ blijkt immers dat de aanvraagprocedure onvoldoende duidelijk is en dat de periode van een maand die moet voorafgaan aan de activiteit niet haalbaar is in het kader van influenceractiviteiten. Een digitalisering van de aanvraagprocedure en een gevoelige inkorting van de aanvraagtermijn van een maand voorafgaand aan de activiteit dringt zich op.

Er is dus nood aan een aanpassing van het huidige wettelijke kader zodat er rechtszekerheid komt en het duidelijker wordt dat ook online commerciële activiteiten waarin kinderen figureren, onder de wetgeving omtrent kinderarbeid vallen. Het moet ook haalbaar zijn voor ouders om individuele afwijkingen aan te vragen voor online activiteiten op sociale media van hun kinderen. Het is immers niet te verantwoorden dat bijvoorbeeld een

⁵ Schriftelijke vraag van volksvertegenwoordiger Leen Dierick aan de minister van Economie en Werk. (12 april 2023).

⁶ Daniels, L. (2019). *Kinderarbeid in het kader van influencer marketing: product placement of illegaliteit?* Leuven: KULeuven.

exemple, qu'une fillette de cinq ans ne soit autorisée à apparaître à la télévision au maximum que six fois par an mais qu'elle puisse cependant enregistrer une vidéo quotidienne pour son compte Instagram. À cet égard, le *Strategische Adviesraad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media*⁷ (SARC) souligne également que le secteur de la production semble être traité d'une manière beaucoup plus stricte en pratique en raison des incertitudes entourant l'application de la législation actuelle à ce phénomène relativement nouveau, ainsi que son interprétation, et en raison des manquements dans son application.

Il est essentiel que les activités des enfants influenceurs s'inscrivent dans un cadre légal clair. Leurs parents et/ou tuteurs seront alors tenus de demander une autorisation pour les activités en ligne de ces enfants, activités qui devront par conséquent être communiquées à la direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Les conditions imposées par la loi en la matière contribueront en effet à éviter que les enfants soient exploités ou préjudiciés par leurs activités d'influenceur. L'établissement d'un cadre légal clair permettra aussi de mieux accompagner les parents dans la bonne gestion des activités commerciales de leurs enfants sur le web. C'est pourquoi la présente résolution appelle à moderniser le cadre légal en vigueur afin de mieux protéger les mineurs qui exercent des activités rémunérées sur le web.⁸ Il conviendra également de mener une vaste campagne d'information à propos de cette réglementation afin d'informer les parents et les tuteurs des nouvelles mesures prises pour les enfants qui exercent des activités rémunérées sur le web.

Il n'est pas interdit de publier régulièrement des photos d'un enfant de moins de cinq ans qui montrent un produit dont la marque est clairement visible. Ce n'est pas nécessairement problématique. Il appartient alors aux parents et/ou aux tuteurs d'être responsables de leur(s) enfant(s) dans le cadre de la vie privée de leur famille et de déterminer ce qui est dans l'intérêt de leur(s) enfant(s). Les enfants disposent toutefois, eux aussi, de droits clairement définis. L'article 31 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant prévoit que les enfants ont droit au repos et aux loisirs, à la participation au jeu et à des activités récréatives propres à leur âge. L'article 32 de cette même convention mentionne en outre le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun

vijfjarig meisje maximaal zes keer per jaar op televisie mag komen maar wel elke dag een filmpje mag opnemen voor haar Instagramkanaal. Ook de Strategische Adviesraad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media⁷ merkt in deze context op dat "door onduidelijkheden op vlak van toepasselijkheid en interpretatie van de huidige wet in het kader van dit relatief nieuwe fenomeen, alsook de gebrekkige handhaving, de productiesector in de praktijk veel strenger lijkt te worden behandeld."

Het is essentieel dat dergelijke activiteiten van kind-influencers binnen een duidelijk wettelijk kader vallen. Op deze manier zijn ouders en/of voogden verplicht om toestemming te vragen voor de online activiteiten van hun kinderen en deze dus te melden aan de Algemene Directie Toezicht op de sociale wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. De voorwaarden die door de wetgeving worden opgelegd, helpen immers te voorkomen dat kinderen uitgebuit worden of negatieve effecten ervaren van hun influenceractiviteiten. Ook ouders kunnen op die manier beter ondersteund worden om de online commerciële activiteiten van hun kinderen in goede banen te leiden. Het is om deze reden dat er in deze resolutie wordt opgeroepen om het huidige wettelijke kader te moderniseren met het oog op een betere bescherming van minderjarigen die betaalde online activiteiten verrichten.⁸ Een bijhorende brede informatiecampagne over de nieuwe regelgeving omtrent kinderarbeid is ook noodzakelijk om ouders en voogden op de hoogte te brengen van de nieuwe maatregelen voor kinderen die betaalde online activiteiten uitoefenen.

Het regelmatig posten van foto's van een kind jonger dan vijftien jaar met een product met een duidelijk zichtbare merknaam is niet verboden en hoeft ook geen probleem te zijn. Het is aan de ouders en/of voogden om, binnen de privacy van hun gezin, verantwoordelijkheid te nemen voor hun kind(eren) en in te schatten wat in het belang van hun kind(eren) is. Maar ook kinderen hebben duidelijke rechten. Artikel 31 het VN-verdrag inzake de rechten van het kind stelt dat kinderen recht hebben op rust en vrije tijd, op deelname aan spel en recreatieve bezigheden passend bij de leeftijd van het kind. Artikel 32 van het Kinderrechtenverdrag bevat dan weer het recht op bescherming tegen economische exploitatie en tegen het verrichten van werk dat gevaarlijk is of de opvoeding van het kind zal hinderen, of schadelijk zal zijn voor de

⁷ SARC. (2022). *Advies betreffende kinderarbeid in de mediasector*.

⁸ Voir aussi: Proposition de loi modifiant la loi sur le travail du 16 mars 1971 et l'arrêté royal du 11 mars 1993 relatif au travail des enfants, en ce qui concerne les activités des influenceurs mineurs, n° 2943.

⁷ SARC. (2022). *Advies betreffende kinderarbeid in de mediasector*.

⁸ Zie ook Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 en het koninklijk besluit van 11 maart 1993 betreffende de kinderarbeid wat de activiteiten van minderjarige influencers betreft, nr. 2943.

travail dangereux ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Les enfants sont également exposés à des risques lors de l'exercice d'activités d'influenceur (rémunérées). En effet, les enfants ne peuvent pas donner leur accord formel pour la publication d'images et/ou de vidéos qui les mettent en scène, et cette situation soulève des questions à l'égard du respect de leur vie privée. En outre, les activités d'influenceur peuvent nuire à l'image que l'enfant a de lui-même. Dans quelle mesure l'enfant peut-il rester lui-même et dans quelle mesure est-il encouragé à jouer un rôle? De plus, l'accent peut être mis davantage sur ce que d'autres utilisateurs attendent de l'enfant (contenus générant le plus de vues et/ou de likes) et éventuellement moins sur ce que l'enfant souhaite montrer. Les enfants sont aussi encouragés à faire preuve de toujours plus de créativité. Comment éviter que des pressions excessives soient exercées sur les enfants? Plus les revenus de la famille dépendent des activités d'influenceur de l'enfant, plus la pression exercée sur l'enfant augmente.

Par ailleurs, il est difficile, pour les parents, de garder le contrôle sur les images de leurs enfants qu'ils publient en ligne. En effet, les conditions d'utilisation de très nombreuses plateformes de réseaux sociaux précisent que ces plateformes deviennent copropriétaires de ces images dès leur publication. Les contrats conclus avec des marques peuvent également stipuler que celles-ci acquièrent le droit de propriété intellectuelle pour les photos d'enfants influenceurs réalisées pour promouvoir ces marques. Par ailleurs, la suppression de photos d'un compte personnel ne signifie nullement que ces photos ne peuvent plus être trouvées ailleurs sur le web. Dans le pire des cas, ces photos d'enfants peuvent aussi finir entre les mains de criminels ou de réseaux pédophiles, ou servir pour commettre des fraudes à l'identité.

Les inquiétudes relatives au bien-être, à la sécurité et à la vie privée des enfants qui exercent une activité d'influenceur sur les réseaux sociaux s'expriment aussi sur le terrain. Le Centre de communication persuasive (*Centrum voor Persuasieve Communicatie*) de l'Université de Gand a lancé en 2022 l'initiative "*Mag dit online?*"⁹ (*Est-ce autorisé sur le web?*). Cette initiative soutient les influenceurs flamands qui ont des enfants en les sensibilisant aux risques liés à la mise en scène d'enfants sur le web et en les informant des obligations légales à respecter. La foire aux questions *InfluencerFAQ*¹⁰ récemment initiée par le ministre flamand des Médias

gezondheid of de lichamelijke, geestelijke, intellectuele, zedelijke of maatschappelijke ontwikkeling van het kind.

Er zijn namelijk ook risico's verbonden aan (betaalde) influenceractiviteiten voor kinderen. Jonge kinderen kunnen immers geen formele toestemming geven voor het publiceren van afbeeldingen en/of filmpjes van zichzelf. Er rijzen dan ook vragen omtrent de privacy van deze kinderen. Daarnaast kunnen de influenceractiviteiten ook een negatieve impact hebben op het zelfbeeld van het kind. In welke mate kan het kind gewoon zichzelf zijn en in welke mate wordt het aangemoedigd om een rolletje te spelen? Bovendien kan de focus meer komen te liggen op wat andere mensen van het kind willen zien (wat levert de meeste views en/of likes op?) en ligt de focus mogelijk minder op wat het kind zelf wil laten zien. Kinderen worden ook gestimuleerd om steeds creatiever uit de hoek te komen. Hoe voorkom je dat er te veel druk op kinderen wordt gelegd? De druk op een kind zal ook toenemen naarmate de inkomsten uit influenceractiviteiten een groter deel van het gezinsinkomen uitmaken.

Bovendien is het moeilijk voor ouders om de controle te behouden over de beelden van hun kinderen die ze online plaatsen. In de gebruikersvoorwaarden van heel wat sociale mediaplatformen staat immers dat zodra beelden op sociale media worden geplaatst, de platformen mede-eigenaar worden van die beelden. Ook in contracten met merken kan worden opgenomen dat het merk het intellectuele eigendomsrecht verwerft van de beelden die gemaakt worden van kind-influencers om het merk te promoten. Bovendien betekent het verwijderen van beelden van je eigen kanaal niet dat de beelden nergens meer op het internet terug te vinden zijn. In het ergste geval kunnen de beelden van kinderen ook terecht komen in de handen van criminelen of pedofiele netwerken of kan er sprake zijn van identiteitsfraude.

De bezorgdheden omtrent het welzijn, veiligheid en de privacy van kinderen die als influencer optreden op sociale media, leven ook in de praktijk. Het Centrum voor Persuasieve Communicatie aan de Universiteit Gent startte in 2022 met het initiatief "*Mag dit online?*"⁹. Zij ondersteunen Vlaamse influencers met kinderen door hen te sensibiliseren over de risico's om je kind online af te beelden en te informeren over de wettelijke verplichtingen. Ook de *InfluencerFAQ*¹⁰ die Vlaams minister van Media, Benjamin Dalle recent lanceerde bevat heel wat adviezen en informatie voor influencers. Er wordt ook aandacht besteed aan de mogelijke risico's van het

⁹ <https://magditonline.ugent.be>

¹⁰ <https://www.deinfluencerfaq.be>

⁹ <https://magditonline.ugent.be>

¹⁰ <https://www.deinfluencerfaq.be>

Benjamin Dalle fournit aussi un très grand nombre de conseils et d'informations aux influenceurs. Elle est également attentive aux risques potentiels de la participation d'enfants à des collaborations commerciales sur les réseaux sociaux.

En résumé, tous ces éléments sont autant de raisons de prévoir un cadre législatif clair pour les activités d'influence en ligne exercées par des enfants. À l'heure actuelle, l'Inspection du travail (Contrôle des lois sociales) a en outre beaucoup de mal à constater formellement les infractions à la législation sur le travail des enfants auprès des enfants qui exercent des activités d'influence rémunérées. En effet, le contrôle social est moindre à l'égard des activités d'influence, qui se déroulent principalement dans la sphère privée. Il est donc beaucoup plus compliqué de détecter les abus dans ce contexte. De plus, le travail est souvent réalisé à la demande des parents, et il n'existe pas toujours de lien direct entre l'enfant et l'entreprise externe qui agit comme "donneuse d'ordre".

La ministre de l'Emploi de l'époque a également indiqué, en réponse à une question parlementaire¹¹, qu'il était malaisé pour l'Inspection du travail (Contrôle des lois sociales) de contrôler l'interdiction du travail des enfants dans le cadre des activités d'influenceur: "Ce contrôle ne peut avoir lieu que s'il dispose d'informations suffisantes, telles que le lieu et la date de la prise de vue, le nom et l'adresse du client, etc. Pour l'instant, seule une intervention réactive est menée contre l'abus du travail des enfants."

C'est pourquoi la présente résolution appelle à créer un point central d'information et de contact pour le travail des enfants (sur les plateformes en ligne). Les citoyens pourront lui adresser toutes leurs questions pour toute demande de dérogation individuelle à la réglementation sur le travail des enfants, s'adresser à ce point pour savoir comment protéger au mieux leurs enfants, ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, etc. En outre, quiconque soupçonnera qu'un enfant doit travailler plus que ne le permet la législation pour gagner de l'argent en tant qu'influenceur ou blogueur pourra le signaler. Ce signalement pourra être effectué au moyen d'un formulaire en ligne contenant des questions ciblées auxquelles les auteurs de signalement pourront répondre s'ils soupçonnent des abus, ce qui permettra également de détecter plus facilement les abus flagrants. Il appartiendra ensuite à l'Inspection du travail, direction générale Contrôle des lois sociales, d'approfondir l'examen de ces signalements

opnemen van kinderen in commerciële samenwerkingen op sociale media.

Kortom, het zijn allemaal redenen om een duidelijk wetgevend kader voor online influenceractiviteiten van kinderen te voorzien. Het is vandaag ook niet eenvoudig voor de arbeidsinspectie (Toezicht op de Sociale Wetten) om inbreuken op de wetgeving omtrent kinderarbeid formeel vast te stellen bij kinderen die betaalde influenceractiviteiten uitoefenen. Er is namelijk minder sociale controle bij influenceractiviteiten omdat deze in de meeste gevallen in de privésfeer doorgaan. Het wordt dus veel moeilijker om misbruiken in die context te detecteren. Daarnaast wordt het werk vaak uitgevoerd in opdracht van de ouders en is er niet altijd een directe link tussen een extern bedrijf als "opdrachtgever" en het kind.

Ook de toenmalige minister van Werk gaf in een antwoord op een parlementaire vraag¹¹ mee dat de controle van het verbod op kinderarbeid door de arbeidsinspectie (Toezicht op de Sociale Wetten) in het kader van influenceractiviteiten niet eenvoudig is: "Deze inspectie kan pas optreden als ze over voldoende informatie beschikt, zoals bijvoorbeeld de plaats en datum van de opname, de naam en het adres van de klant, enz. Er wordt voorlopig alleen maar reactief opgetreden tegen de misbruiken van kinderarbeid."

Om deze redenen wordt er in deze resolutie opgeroepen tot de oprichting van een centraal informatie- en meldpunt voor (online) kinderarbeid. Hier kunnen mensen terecht met al hun vragen omtrent het aanvragen van individuele afwijkingen op de reglementering rond kinderarbeid, op welke manier ze hun kinderen het best kunnen beschermen, wat wel en niet toegestaan is en zoverder. Bovendien krijgt iedereen die vermoedt dat kinderen harder moeten werken dan wettelijk toegestaan is om geld te verdienen als influencer of blogger, de mogelijkheid om hiervan een melding te doen. Dit kan door een online meldformulier beschikbaar te stellen met gerichte vragen die melders kunnen invullen wanneer zij misbruiken vermoeden. Op deze manier kunnen flagrante misbruiken ook eenvoudiger opgespoord worden. Het is de arbeidsinspectie Toezicht op Sociale Wetten die dan kan beslissen om deze meldingen verder te onderzoeken en hier eventuele gevolgen aan te koppelen wanneer zij

¹¹ Question écrite de madame la députée Nawal Farih à la ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées, sur les mineurs sur le marché du travail (5 mars 2020).

¹¹ Schriftelijke vraag van volksvertegenwoordiger Nawal Farih aan de minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking over minderjarigen op de arbeidsmarkt. (5 maart 2020).

et d'y donner éventuellement suite si elle constate des infractions. Récemment, les Pays-Bas ont également créé un point de signalement en ligne du même type.¹² Toute personne qui soupçonne qu'un jeune influenceur exerce un travail peut le signaler à l'inspection du travail néerlandaise au moyen d'un formulaire en ligne.

La création du point d'information et de contact pour le travail des enfants (sur les plateformes en ligne) poursuit trois objectifs. Tout d'abord, ce point permettra de détecter plus rapidement les abus et les infractions graves à la législation et de mieux y répondre. En outre, il jouera un rôle en matière de sensibilisation. L'Inspection du travail pourra informer les parents de leurs obligations légales, ainsi que des risques et des dangers. Les parents pourront également lui adresser toutes leurs questions relatives à leurs obligations légales et au respect de la vie privée de leurs enfants. Enfin, les expériences et les constatations partagées grâce au point de contact pourront contribuer à l'élaboration d'un cadre légal plus clair et adapté à l'évolution numérique.

inbreuken vaststellen. Ook in Nederland werd er recent een dergelijk online meldpunt in het leven geroepen.¹² Wie vermoedt dat er bij een jonge influencer sprake is van werk, kan een melding doen bij de Nederlandse Arbeidsinspectie via een online meldformulier.

Het doel van het informatie- en meldpunt voor (online) kinderarbeid is drieledig. Enerzijds wordt er op die manier voor gezorgd dat misbruiken en zware inbreuken op de wetgeving sneller aan het licht komen en beter opgevolgd kunnen worden. Daarnaast heeft het centraal meldpunt ook een sensibiliserende functie. Ouders kunnen door de arbeidsinspectie gewezen worden op hun wettelijke verplichtingen en geïnformeerd worden over de risico's en gevaren. Ouders kunnen er ook terecht met al hun vragen omtrent de wettelijke verplichtingen en de privacy van hun kinderen. Ten derde kunnen de ervaringen en bevindingen die via het meldpunt gedeeld worden, bijdragen aan de creatie van een duidelijker wettelijk kader dat aangepast is aan de digitale evolutie.

Leen Dierick (cd&v)

¹² <https://www.nlarbeidsinspectie.nl/onderwerpen/jonge-influencers>

¹² <https://www.nlarbeidsinspectie.nl/onderwerpen/jonge-influencers>

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu le nombre croissant d'enfants vlogueurs et influenceurs rémunérés pour faire la promotion de produits et/ou de services sur les réseaux sociaux;

B. considérant que deux influenceurs sur trois ont une connaissance insuffisante de la législation régissant aujourd'hui les activités des influenceurs;¹³

C. considérant que l'Inspection du travail, contrôle des lois sociales, n'a jusqu'à présent reçu que peu de demandes de dérogation individuelle à la réglementation sur le travail des enfants de la part de parents et/ou de tuteurs d'enfants exerçant des activités rémunérées en ligne;

D. vu les articles 31 et 32 de la Convention internationale des droits de l'enfant;

E. vu l'arrêté royal du 11 mars 1993 relatif au travail des enfants;

F. vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de moderniser le cadre légal applicable au travail des enfants et de l'adapter à la réalité des enfants qui exercent des activités rémunérées en ligne pour mieux protéger les influenceurs mineurs, la réglementation devant en outre être assouplie pour l'ensemble des bénéficiaires d'une dérogation individuelle et prévoir la numérisation de la procédure de demande;

2. de lancer, à l'attention des parents et des tuteurs d'enfants rémunérés pour exercer des activités d'influence sur les réseaux sociaux et sur d'autres plateformes numériques, une campagne d'information ciblée sur leurs obligations légales en matière de travail des enfants, régies par la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

3. de créer, au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, un point d'information et de contact numérique pour le travail des enfants (sur les plateformes en ligne), qui pourra être contacté pour obtenir des informations sur toute dérogation individuelle à la réglementation sur le travail des enfants et en cas de soupçon que des enfants de moins de quinze ans

¹³ UGent & Arteveldehogeschool. (2021). *3 op 4 influencers staat positief tegenover deontologische code voor influencers*.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het toenemende aantal kindervloggers en -influencers die tegen betaling producten en/of diensten promoten op sociale media;

B. gelet op het feit dat twee op drie influencers onvoldoende op de hoogte zijn van de huidige wetgeving die van toepassing is bij influenceractiviteiten;¹³

C. gelet op het feit dat de arbeidsinspectie Toezicht op Sociale Wetten tot hiertoe weinig aanvragen heeft ontvangen voor individuele afwijkingen op kinderarbeid van ouders en/of voogden van kinderen die betaalde online activiteiten uitoefenen;

D. gelet op de artikelen 31 en 32 van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind;

E. gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1993 betreffende de kinderarbeid;

F. gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. het wetgevend kader omtrent kinderarbeid te moderniseren en af te stemmen op de realiteit van kinderen die betaalde online activiteiten presteren teneinde minderjarige influencers beter te beschermen. De reglementering heeft nood aan meer flexibiliteit voor alle gebruikers van de individuele afwijking en een digitalisering van de aanvraagprocedure;

2. een gerichte informatiecampaagne op te starten over de wettelijke verplichtingen bepaald in de arbeidswet van 16 maart 1971 omtrent kinderarbeid voor ouders en voogden van kinderen die geld verdienen met influenceractiviteiten op sociale media en andere online platformen;

3. een digitaal informatie- en meldpunt voor (on-line) kinderarbeid op te richten binnen de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg waar mensen terecht kunnen voor informatie over de individuele afwijkingen op de reglementering voor kinderarbeid en wanneer ze vermoeden dat kinderen jonger dan vijftien jaar harder moeten werken

¹³ UGent & Arteveldehogeschool. (2021). *3 op 4 influencers staat positief tegenover deontologische code voor influencers*.

doivent travailler plus que ne le permet la législation pour gagner de l'argent en exerçant des activités en ligne.

17 juillet 2023

dan wettelijk toegestaan is om geld te verdienen met online activiteiten.

17 juli 2023

Leen Dierick (cd&v)